L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 10 AOUT 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 10 AOUT 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an....................	$12 00
Six mois..................	6 00
Trois mois................	3 00
Un mois...................	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an....................	$3 00
Six mois..................	1 50
Quatre mois...............	1 00
Trois mois................	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Le Grand Juri.—La Prime.—Le Bureau d'Arbitrage.—Les incertitudes du Public.

Presque jamais, croyons-nous, l'anxiété de la population n'a été aussi vivement excitée que maintenant, à la Nouvelle-Orléans et en Louisiane. Il y a, d'abord, les enquêtes nombreuses et interminables du Grand Juri, ou plutôt, des différents Grands Juris qui se succèdent, sur les faits et gestes de nos fonctionnaires accusés de prévarication et de certains hommes d'affaires qui ont été tentés par eux ou se sont constitués leurs tentateurs. On sait à quel point ces enquêtes, si fécondes en scandales de tous genres qu'elles nous révèlent, chaque semaine, ont le don de tenir le public en éveil.

Vient ensuite la triste affaire de la prime qui devrait être réglée depuis longtemps mais qui est, aujourd'hui, plus embrouillée que jamais, au grand désespoir des planteurs que ruine l'état d'incertitude où on les maintient.

Enfin, nous avons le Bureau d'arbitrage qui se trouve engagé dans une enquête dont personne ne devine l'issue, et dont les décisions ne seront peut-être pas respectées comme elles devraient l'être, par les parties qui s'en trouveront lésées; de telle sorte que nous nous voyons menacés, à chaque instant, au milieu des chaleurs intolérables que nous supportons, d'être privés de tout moyen de locomotion.

On voit que la situation est loin d'être des plus gaies; elle n'est pas de nature à ranimer les affaires qui sont dans un effroyable état de stagnation.

Rien, pour le moment, à dire du Bureau d'Arbitrage: impossible de deviner sa décision. D'un côté, les charges des employés contre la Compagnie ne sont pas aussi accablantes qu'on nous l'avait annoncé; de l'autre, la Compagnie n'est pas tout à fait aussi à l'abri de tout reproche qu'elle veut bien le prétendre.

Tout cela crée dans le public une vague inquiétude dont il a hâte de sortir. Impossible de résumer ici les plaidoiries écrites des parties adverses, de M. Denègre, au nom de la Direction de la Compagnie, et de M. Morris Marks, au nom des employés. Elles sont trop longues et entrent dans une foule de détails où il nous est impossible de les suivre. A la façon dont est composé, du moins, en grande majorité, le Bureau d'arbitrage, il est difficile de douter de la plus parfaite impartialité de sa part. Reste à savoir comment son arrêt sera accueilli par les parties adverses. Peut-être saurons-nous à quoi nous en tenir, avant peu. Tant mieux, car, il est grand temps, que finissent toutes ces incertitudes.

Le docteur X.... sort d'une consultation avec un confrère.

—Encore un qui va passer, dit-il. Quelle saison! Comme on meurt facilement!....

—Pourvu que ce ne soit pas nous, fait l'autre.

—Oh! je n'en demande pas tant, pourvu que ce ne soit pas moi!...

Le Pape et la question sociale.

La lettre adressée par Léon XIII à l'archevêque de Malines et autres évêques de Belgique a été livrée à la publicité. C'est un document important, écrit dans un sentiment élevé et une forme pure; les encycliques, brefs ou lettres du Pape demeureront les modèles dans ce genre difficile. Nos lecteurs nous sauront gré de mettre sous leurs yeux les principaux passages de ce morceau d'éloquence sacrée.

Le Pape a vu les hésitations, les divisions du parti catholique belge, mis en présence "de la question sociale," et cette question sociale "agite tellement les esprits parmi les catholiques de la Belgique" qu'elle lui parait exiger qu'il y emploie son intervention et ses soins." Il ajoute alors, s'adressant aux évêques:

"La question est ardue par elle-même et compliquée chez vous de difficultés particulières: nous ne refusons pas néanmoins de la traiter, surtout en ce qu'elle a de connexe avec la religion et l'exercice nécessaire de Notre charge. Déjà, en effet, et depuis longtemps, dans des questions du même ordre, il nous a paru bon d'apporter les arguments de la doctrine chrétienne, en les accomodant au temps et aux mœurs."

On remarquera que dans ce dernier membre de la phrase, tout petit, tout simple, on retrouve, pour ainsi dire, la politique entière, la pensée complète du vénéré Souverain-Pontife, qui habite, en ce moment, le Vatican? Il a pensé, dans sa haute sagesse, que les arguments et les enseignements de la doctrine chrétienne ne devaient point s'immobiliser dans des formes, dans une sorte de scholastique immuable; il a estimé qu'en "s'accommodant aux temps et aux mœurs", en s'accordant avec certaines tendances de l'esprit moderne, cette doctrine maintiendrait son empire sur les âmes et les cœurs. Système nouveau, hardi, dont les résultats ne pourront être appréciés que dans un lointain avenir, mais qui, en tout cas, marquera le pontificat de Léon XIII d'une particulière originalité.

Le Saint-Père demande donc aux catholiques belges de s'unir et, pour s'unir, de se réunir dans un congrès, où le différend actuel pourra être pleinement jugé et où on arrivera aux moyens les meilleurs de le terminer. Tous les catholiques mettent de côté leurs opinions et leurs préférences propres pour ne songer qu'au bien commun!

Cela dit, Léon XIII définit alors quel peut être le rôle de la religion dans la question qui l'occupe:

"Il faut faire en sorte, écrit-il, que la religion jouisse de l'honneur de préséance qui lui est dû et qu'elle répande la vertu renfermée en elle, vertu merveilleusement utile à la société civile, domestique, économique; que, dans l'accord, chrétiennement conçu, de l'autorité publique et de la liberté, le royaume soit mis à l'abri de la rébellion et pourvu de sécurité; que les bonnes institutions sociales, et surtout les écoles des jeunes gens, s'améliorent encore, et que la prospérité s'augmente dans le commerce et dans les arts, surtout à l'aide de ces associations que l'on compte chez vous si nombreuse et si diverses d'objet, et qu'il est désirable de voir s'accroître, pourvu que ce soit sous les auspices et à la faveur de la religion.

"Et ce n'est pas tout: il faut faire en sorte qu'on s'incline, avec toute la déférence qui convient, devant les souverains conseils de Dieu, qui a voulu qu'il y eût, dans l'unité du genre humain, une diversité de classes et entre elles une sorte d'égalité due à une collaboration amicale: ainsi, que les ouvriers ne perdent en aucune manière le respect et la confiance envers les patrons, et qu'il ne manque à ceux-ci, à l'égard de ceux-là, rien d'une juste bonté et d'une bienveillante sollicitude."

On admirera cette belle, cette courageuse définition du genre humain. Le Pape ne vient point nous parler de cette égalité envieuse et jalouse qu'ont inventée les démocrates modernes, mettant au même niveau un Pasteur et un porteur d'eau.

Le genre humain est un, nous dit Léon XIII; mais cette unité comporte une diversité de classes, et ce qui pourra rapprocher ces classes différentes, ce qui pourra les "égaliser" en quelque sorte, c'est une collaboration amicale, animée, chez les uns, par l'esprit de bonté et de charité, chez les autres, par une modeste ambition. Combien ces paroles sages et calmes nous reposent des déclamations enflammées et haineuses de nos démagogues!

Léon XIII termine sa lettre par une éloquente admonestation à tous les catholiques belges:

"Ils devront surtout s'unir étroitement, écrit-il, pour tourner leurs intentions et toutes leurs forces contre l'erreur du *socialisme*, d'où découlent manifestement les plus grands maux et les plus grands dangers. Il ne cesse point, en effet, de s'agiter factieusement contre la religion et contre la société; il travaille chaque jour à apporter la perturbation dans les droits humains comme dans les droits divins, et à détruire les bienfaits de la Providence évangélique.

"Notre voix a souvent dénoncé et avec force un si grand fléau, comme l'attestent les enseignements et les conseils que Nous avons donnés dans Nos lettres mêmes *Rerum Novarum*. En conséquence, il faut que tous les bons, sans distinction de partis, s'appliquent, en combattant légalement pour la vérité chrétienne, pour la justice, pour la charité, à défendre la cause sacrée de Dieu et de la patrie, d'où dépendent le salut et la prospérité publique."

UNE LETTRE A SA MÈRE.

Nous avons publié hier un récit détaillé des tortures endurées par le soldat Chédel en Tunisie, tortures aux suites desquelles le malheureux succomba.

Voici comment, dans une lettre à sa mère, il expliquait les circonstances qui avaient amené sa condamnation à une année de compagnies de discipline:

Je me trouvais à l'île de la Réunion—Chedel appartenait alors à un régiment d'infanterie de marine—de garde au palais du gouverneur, qui se trouve situé sur les bords de la mer; mon tour vint de prendre la faction à dix heures du soir; j'allais relever la sentinelle et je commençai tranquillement à prendre ma faction; je me promenais tout rêveur: la nuit était belle et chaude comme dans toutes les colonies. Je songeais à beaucoup de choses, à toi, ma mère, quand tout à coup je fus tiré de ma somnolence par un bruit confus, et au même instant plusieurs galets me passèrent près de la figure sans m'atteindre.

Je m'avançai pour voir ce qu'il y avait; je vis à environ 60 mètres de moi une bande de nègres, Malabares, Malgaches et Hovas, qui se battaient entre eux. J'allais m'en aller, quand je vis dans le milieu un malheureux Européen qui se débattait, la figure en sang; je ne pus m'empêcher, malgré moi, d'être à juste titre révolté de voir un blanc ainsi maltraité par ces noirs que nous venions tous, au risque de notre vie, pour les civiliser.

Je m'élançai, baïonnette au canon, à la poursuite de ces vilains nègres, qui bientôt se dispersèrent ainsi que l'Européen. Mon absence avait duré environ un quart d'heure, et je revins, le cœur content, reprendre ma faction. Mais, hélas! mon contentement ne devait pas être de longue durée: en effet, une demi-heure après, j'entendis plusieurs pas reteutir, et croyant que c'était une ronde, je criai: "Halte-là!" L'on s'arrêta; je poussai le cri réglementaire de: "Qui vive!" et c'était le caporal de garde avec une sentinelle qui venait me relever.

Je redescend au poste avec lui, et il me dit que j'avais une punition portée par le lieutenant Bocquet, officier de ronde ce jour-là; je demandai pour quel motif j'étais puni: il me répondit que le lieutenant m'avait porté le motif suivant: "A abandonné son poste, étant de faction, de dix heures trente à onze heures du soir." Je restai terrifié, chère mère; et cependant la punition était juste, et cependant, Dieu merci, ce n'était pas de ma faute. J'expliquai mon cas au chef de poste, qui me dit de demander, le lendemain matin, en descendant de garde, à parler au commandant pour lui expliquer mon cas.

Je te promets, ma mère, que cette nuit là fut longue pour moi; je connaissais le commandant, qui est plus dur que du fer, et je savais bien que rien ne le convaincrait.

Le lendemain, aussitôt le rapport sonné, je fus introduit près du chef de bataillon, M. Dufaure, nom que je me rappellerai ma vie entière; je lui expliquai ce qui m'était arrivé, je lui dis tout ce qu'un homme peut dire, j'essayais tous les moyens pour l'attendrir; bah! c'était peine inutile: *il avait le cœur plus dur qu'un roc*; il m'écoutait en souriant. Cependant, les quelques officiers qui étaient auprès de lui avaient l'air bien tournés pour moi; mais lui, l'homme sans cœur, hélas! il me dit: "C'est bien, vous pouvez rompre!"

Ecoute, ma mère, je te jure devant Dieu et sur toi, qui es ce que j'ai de plus cher au monde, que voilà toute la vérité; dans tout ce que je viens de te dire il n'y a pas un mensonge.

CONGRÈS INTERNATIONAL.

Un congrès international de géographie a été ouvert ces jours derniers à l'Institut impérial, par le duc d'York. Les représentants diplomatiques des des différents pays lui ont présenté les délégués étrangers. Le président du congrès, M. Clements Markham, le président de la Société de géographie, l'éminent auteur de tant d'ouvrages classiques sur cette science, a répondu à l'adresse de bienvenue du duc d'York, ainsi que M. Daly, président de la Société de géographie américaine et doyen des présidents étrangers.

On estime que le nombre total des personnes assistant au congrès n'était pas inférieur à 1,500. La majorité était composée d'Anglais.

Le programme du travail et celui des distractions offertes aux congressistes étaient également chargés. Lorsqu'ils n'étaient pas en séance, ils étaient à excursionner aux environs de Londres, où ils assistaient à des garden-parties ou à des diners. D'ailleurs, les séances étaient fort intéressantes. Ont été reçues des communications du capitaine Lugard, du comte Pfeil, de MM. Ravenstein, Lionel Dècle, de Slatin pacha et du général Annenkof.

Au congrès était jointe une exposition géographique d'un haut intérêt. Elle mettait en présence les specimens des plus vieilles cartes et les derniers produits de la cartographie moderne. La reine a envoyé une série de cartes dressées par Léonard de Vinci. A côté, on voyait une carte des Iles-Britanniques par Mercator et le globe de Mollineux, construit en 1592 et résumant les idées géographiques de l'époque. Sur douze salles que remplit l'exposition, la France et l'Allemagne en occupaient chacune une. Mais, outre ces deux grandes expositions, il n'est pas un pays qui n'ait exposé des choses intéressantes. La Suisse se distinguait tout particulièrement par son admirable cartographie des Alpes. Nombre de particuliers ont contribué au succès de cette exposition, qui était décorée d'aquarelles donnant une idée du paysage dans les diverses parties du monde. L'exposition de géographie est rest restée ouverte bien après la fin du congrès.

Comment il faillit être décoré.

"Mon Dieu, délivrez-moi de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge." J'imagine que cette prière peu chrétienne a dû souvent monter aux lèvres de M. Zola. Le fait est que l'inventeur des *Rougon* a de terribles amis, dont le moindre défaut est de grossir démesurément les plus minces incidents de sa vie privée et littéraire. Les oreilles nous tintent encore du tapage que fit l'histoire de sa décoration il y a quelques années. On fernit un volume avec les récits des reporters. Le titre est tout trouvé: "Comment je fus décoré." Nous espérions en être quittes; mais voilà que les histoires recommencent. Un nouveau volume pointe à l'horizon. Il sera intitulé: "Commnet j'ai failli être décoré." Il va sans dire qu'il ne le cédera en rien au précédent au point de vue tragique, si on en juge par les révélations des implacables reporters. Quel drame!

La chose remonte à seize ans. C'était en 1879. M. Bardoux, alors ministre de l'instruction publique, était paisiblement dans son cabinet quand soudain se dressa devant lui un homme à l'aspect herculéen, qui sans préambule lui tint le petit discours suivant: "Vous allez me faire le plaisir de décorer Zola, et vous marquerez ainsi votre avènement au ministère par un acte de bravoure." Que vouliez-vous que fit M. Bardoux en face de ce colosse? Les huissiers avaient fui. Il promit de recevoir l'aspirant chevalier. Le lendemain, M. Zola comparaissait devant le ministre entre MM. Droz et Daudet. Cette fois, toute résistance était impossible. M. Bardoux esquissa une vague promesse, et M. Zola ajoute; "Nous sortîmes enchantés de notre visite." L'aube du 14 Juillet se lève dans un ciel sans nuages, mais l'*Officiel* reste muet. Fureur de Flaubert, qui "fulmine" et écrit à Bardoux des lettres incendiaires." Rien ne vient. Alors l'auteur de *Salammbô* n'y tient plus. Il ne parle rien moins que d'ameuter contre le ministère toute la tribu des gens de lettres depuis le reporter aux pieds agiles jusqu'au critique dramatique à la cuirasse d'airain, sans oublier le romancier hirsute et le symboliste à la cravate flottante. Le Cabinet tout entier trembla sur ses bases. Une crise ministérielle faillit éclater. Pensez-donc! on ne parlait de rien moins que d'une interpellation dans le cas où M. Bardoux aurait la faiblesse de céder, et cette interpellation s'annonçait terrible. La Droite devait donner comme un seul homme, entraînant à sa suite le gros du Centre gauche et une partie de la Gauche radicale. Pour la première fois de sa vie, le maréchal recula. La tribu des gens de lettres poussa des hurlements affreux.

Dix ans après, M. Zola,—ô caprice du sort,—se trouvait assis côte à côte avec M. Bardoux à la table du duc d'Aumale. Chose inouie! l'ancien ministre paraissait, constate M. Zola, "avoir complètement oublié cette vieille histoire." Le malheureux! il avait survécu à ses remords; il buvait et mangeait à la table princière comme si de rien n'était. C'était à ne pas y croire. Ici nous sommes obligé d'abréger. Il nous suffira de rappeler qu'il était dans la destinée de M. Lockroy de réparer la grande injustice de M. Bardoux. Mais Flaubert était mort, emportant dans la tombe sa rancune encore vivace. C'est que l'auteur de *Madame Bovary* ne plaisantait pas en matière de croix d'honneur, témoin l'anecdote que narre M. Zola à un de ses reporters ordinaires. C'était chez George Sand; on prenait le café sous les arbres: Arrive l'*Officiel*, et quelqu'un annonce qu'un homme de lettres que Flaubert n'aimait pas venait de recevoir l'étoile des braves. Alors Flaubert se leva, et il déchira son ruban de la Légion-d'Honneur et il en jeta les morceaux au fond de sa tasse et, montrant le poing au ciel, il blasphéma. Pas une feuille ne bougea!

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

On annonce que le ministère de l'instruction publique a l'intention de rendre très prochainement obligatoire la fréquentation des écoles primaires dans les gouvernements de Khardov, Poltava, Koursk et Voronèje, à titre d'expérience.

Le *Messager officiel* publie un oukase impérial assimilant aux gouvernements de la Russie d'Europe, au point de vue du régime administratif et judiciaire, les gouvernements de la Sibérie.

Le texte des réformes décrétées par l'empereur porte, entre autre points importants, que toutes les lois exceptionnelles donnant aux gouverneurs des provinces sibériennes le pouvoir absolu sont entièrement abolies; dans chacune des provinces un conseil supérieur de gouvernement sera institué, il sera placé sous le contrôle de l'administration centrale et spécialement du ministère de l'intérieur; enfin le Sénat dirigeant sera autorisé à examiner toutes les plaintes et suppliques émanant des particuliers et visant les administrations locales de la Sibérie.

Encore Stamboulof.

Le *Svoboda* publie une lettre que M. Stamboulof adressait au prince Ferdinand, en date du 6 juillet.

Dans cette lettre, l'ancien premier ministre demandait de nouveau l'autorisation de quitter le pays. Il regrettait ses déclarations au correspondant de la *Gazette de Francfort* et en demandait pardon au prince.

Il faisait ressortir que la commission d'enquête n'avait formulé aucune accusation grave contre lui.

Enfin, il informait le prince qu'Halef et Tufektchief et Vulkovitch se trouvaient constamment dans le voisinage de sa résidence, à lui Stamboulof, et il priait le prince de les faire arrêter.

La Société pour l'Avancement des Femmes, à la Nouvelle-Orléans.

Nous allons, bientôt, dans trois mois peut-être, jouir, à la Nouvelle-Orléans, d'un bien attrayant spectacle: la convention générale de la "Société pour l'avancement des femmes," *Society for the advancement of women.*

Tout ce que le beau sexe américain a, dans ces derniers temps, produit d'esprits d'élite—écrivains, oratrices, conférencières, doctoresses, réformatrices de tout genre, s'est donné rendez-vous dans notre métropole au pour le mois de novembre prochain.

La présidente de la société, Mme Julia Ward, ouvrira la convention et prononcera un discours de circonstance. On y entendra également Mmes Lilie Devereux, Elizabeth Cady Stanton, Chapman Catt, Susan Anthony, Maud Howe Elliott, et beaucoup d'autres qui ont une très enviable renommée.

Nous ne sommes pas de ceux qui, ayant à traiter un pareil sujet, croient se tirer habilement d'affaire, en faisant la pirouette et en décochant, à l'adresse de ces Dames, un trait malicieux. Il y a, dans le mouvement qui nous occupe, quelque chose de plus sérieux qu'on ne le pense. A part les quelques rares excentriques qui ambitionnent les bruyants honneurs du parlement, qui se complaisent dans les âcres jouissances de la cigarette et les grotesques originalités du vêtement *dualiste*, vulgairement appelé pantalon, il y a parmi celles qui se dévouent à la défense, au relèvement de leur sexe, des esprits très distingués, très pondérés, doués d'autant de bon sens que de dignité, qui sont la gloire de notre espèce et valent autant que nous, sinon mieux. Nous aurions tort de faire fi de leurs revendications, car si deux ou trois de celles-ci peuvent nous faire sourire, la plupart sont des plus légitimes, et le seul fait que les Américaines se croient obligées de se réunir pour les faire valoir, ne prouve guère en notre faveur.

Qu'un meeting de cette nature, qui sera pour nous un spectacle complètement nouveau, excite parmi les hommes une vive curiosité, rien de plus naturel; mais il doit provoquer, chez les femmes, de tout autres sentiments, car il va, dans les réunions qui se préparent, s'agiter des questions de la plus haute gravité pour elles, non seulement au point de vue social—sous ce rapport, la femme du Sud et, en particulier, la néo-orléanaise, n'a guère de leçons à recevoir,—mais au double point de vue intellectuel et économique.

La guillotine à Paris.

Il a été question, ces temps derniers, de déménager la guillotine et de procéder aux exécutions capitales sur la place Saint Jacques, où elles avaient lieu précédemment.

Ce bruit, peut-être exact, mais assurément prématuré, puisqu'il faudrait, pour qu'il pût être sérieux, que la Grande-Roquette fût désaffectée, ne vient pas moins d'avoir de curieuses conséquences.

Un marchand de vin de la place de la Roquette, qui se trouvait à fin de bail, vient de refuser de renouveler son contrat aux mêmes conditions, sous le prétexte que, si les exécutions capitales n'ont plus lieu sur la place, il ne pourra plus louer ses fenêtres à un prix qui, "les bonnes années," lui payaient presque sa location.

Jusqu'ici, on faisait bien sa correspondance au café, mais on la faisait soi-même.

Un des grands cafés de Londres vient d'innover en la matière.

Les clients peuvent dicter, tout en déjeunant, leur correspondance à des jeunes filles, qui les sténographient avec toute la diligence voulue et transmettent ensuite le texte rédigé à d'autres jeunes filles attablées devant les machines à écrire. Le consommateur n'a plus qu'à signer et à dicter l'adresse.

X.... se pique d'être d'une politesse exacte et raffinée. Hier, étant en soirée chez une amie, il disait:

—Vous me croirez si vous voulez, je n'ai pas encore manqué un seul enterrement pour lequel j'avais reçu un faire-part.

—Je vois ce que c'est, lui fut-il répondu; vous êtes plus que poli: vous êtes "obséquieux."

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Tragédie dans le Mississipi.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Vaiden, Miss, 9 août—John McClelland a tué hier, à sept milles à l'est de Vaiden, son cousin Jacob Hambrick, de deux terribles coups de bêche sur la tête. Tous deux étaient de jeunes fermiers appartenant à de bonnes familles.

La tragédie a été causée par la jalousie: les deux jeunes gens se disputant depuis quelque temps l'affection d'une jeune fille. Dans une querelle insignifiante à propos d'une paire de gants, McClelland a tué son cousin comme nous le disons plus haut.

Les deux familles sont abîmées de douleur, et les remords du meurtrier le rendent fou.

Hambrick a pu se relever et franchir, le crâne fendu en deux endroits, les deux cents yardes qui le séparaient de la maison de ses parents. Les autorités s'occupent de l'affaire.

Nouvelles Etrangères.

Les missions américaines.

Presse Associée.

Washington, 9 août.—M. Adee a reçu du consul des Etats-Unis à Shang Haï, M. Jernigan, des informations accompagnées de quatre lettres, envoyées par des missionnaires, donnant en détails le compte rendu des évènements qui ont conduit aux soulèvements contre les missionnaires de Chang Tu, dans la province de Szechen.

Une de ces lettres, écrite par Spencer Lanier et datée de Chung King, dit que la mission de l'ouest de Chine de l'Eglise méthodiste épiscopale est la seule mission américaine représentée à Cheng Tu. Les américains résidant en cette ville étaient le révérend Olin Cady et sa femme; H. L. Canwright, sa femme et deux enfants; le révérend J. F. Pea', sa femme et deux enfants.

Cette mission possédait un terrain à Cheng Tu, sur lequel se trouvait une bâtisse chinoise aménagée pour deux familles, et un bâtiment servant de dispensaire.

M. Lanier dit que tout est détruit, même les pavés des cours ont été arrachés. La perte matérielle s'élève à 6,000 taels.

L'Union des Missionnaires Baptistes Américains avait des stations à Sui Foi, à Kiating et à Yacheo. Les bâtiments des missions de Kiating et de Yacheo, ainsi que les propriétés personnelles des membres sont probablement détruites. Toutefois, M Lanier n'avait pas encore reçu de détails quand il a écrit sa lettre.

A Sui Fu, les Américains ont des propriétés importantes, mais peu de dommages ont été causés.

M. Lanier décrit les diverses attaques contre les missions de Chang Tu, dont les détails ont déjà été publiés.

L'hôpital et la chapelle de la mission méthodiste canadienne ont été pillés et brûlés, et les fonctionnaires n'ont apporté aucun secours, malgré la présence de plusieurs d'entre eux dans le voisinage.

Dans la soirée, les membres de la mission méthodiste américaine ont cherché refuge dans la résidence du magistrat du district, mais l'asile leur a été refusé, et on leur a déclaré qu'ils seraient protégés s'ils retournaient chez eux. Confiants dans cette promesse, ils n'étaient pas préparés à l'attaque de la populace qui a lieu bientôt après, et ils ont difficilement échappé.

Les émeutiers ont recommencé le lendemain, et avant midi tous les points étaient attaqués. Les missionnaires méthodistes, cachés tout près, ont assisté pendant douze heures au pillage de leurs maisons. Quelques-uns des dix mille soldats de la province y assistaient; ils ont déterré des os et les ont porté au magistrat du district en déclarant que c'était des os des enfants mangés par les étrangers.

Le vice-roi et, par suite, tous les fonctionnaires subalternes, ont été simultanément pris d'indisposition.

M. Lanier porte des accusations sérieuses contre le vice-roi, et déclare que ce fonctionnaire, ayant été dégradé et devant bientôt être rappelé, a voulu avant son départ se venger des étrangers qu'il hait et en même temps du gouvernement.

Lorsque les flammes ont jailli de la résidence de l'évêque catholique, située à un jet de pierre de la demeure du vice-roi, celui ci a remarqué, dit M. Lanier, que c'était une affaire dont s'occuperait son successeur. L'auteur de la lettre établit que c'est seulement après la destruction complète que le vice-roi a cherché à rétablir l'ordre.

Entre temps il avait envoyé des télégrammes annonçant qu'un enfant mutilé avait été trouvé dans une résidence étrangère, et presque tous les natifs ont ajouté foi à l'histoire. M. Lanier blâme sévèrement le vice-roi et demande la punition de tous les fonctionnaires hostiles.

Il envoie des copies d'affiches incendiaires posées partout, accusant les étrangers de voler les enfants et d'extraire l'huile de leurs corps.

Une lettre du docteur Harry L. Canwright confirme le compte-rendu de M. Lanier.

Geo. W. Hill, de la mission de l'Union Baptiste à Yachan, raconte sa fuite et celle des personnes qui l'accompagnaient.

Les Chinois ont essayé de les maltraiter au moment où ils descendaient la rivière dans un bateau. Au moment où il écrit sa lettre il ne peut dire si les propriétés de la mission baptiste ont été détruites, mais il a appris avant de partir que toutes les stations situées sur la rivière Cheng-Tu ont été pillées, et qu'il y a eu des émeutes à Hung Ya, à Kiating, à Surfu, à Li Chinsng et à d'autres endroits, et que partout les missions ont été attaquées.

M. Hill loue les fonctionnaires chinois qui les ont protégés à Yachang.

Censeur.

Presse Associée.

La Havane, 9 août—Senor Pedro Marillo a été nommé censeur des nouvelles de la guerre.

A l'épreuve des tremblements de terre.

Presse Associée.

Washington, 9 août—Le consul général des Etats-Unis à Rome, M. Jones, envoie au gouvernement le compte-rendu d'un plan de construction d'une maison à l'épreuve des tremblements de terre, pour lequel un ingénieur, Louis Dini, vient d'être breveté.

Le plan consiste à construire la maison d'une seule pièce au moyen de charpentes de fer tendues et flexibles.

Ceci ne suffirait pas, dit le consul, à moins de maintenir le centre de gravité à la base de l'édifice. M. Dini prétend avoir résolu le problème.

Une école américaine attaquée en Asie Mineure.

Presse Associée.

Constantinople, 9 août—Des informations de Tarsis, en Asie Mineure, annoncent que la populace a attaqué l'école américaine de cette ville, maltraité plusieurs étudiants et menacé les missionnaires.

Il n'est pas encore arrivé de détails à Constantinople.

Le choléra au Japon.

Presse Associée.

Pittsburg, 9 août.—Les ravages du choléra au Japon sont annoncés dans une lettre reçue cette semaine par les amis de Mademoiselle Annie Davis, missionnaire au Japon.

Auparavant, dit Mlle Davis, le choléra était confiné à certains endroits et dans les districts populeux. Mais après la guerre, les soldats se sont répandus un peu partout et la maladie a suivi leurs traces, de sorte que presque partout il y a danger de contagion.

Mlle Davis, qui réside à Tokio, est partie avec ses amis dans les montagnes pour passer les mois de grande chaleur.

Auparavant, une nourriture fort prisée des missionnaires pendant leur séjours dans les montagnes, était les fruits envoyés des villes voisines. On ne peut les toucher cette année, car ils sont si complètement remplis de germes de choléra qu'il est périlleux d'y goûter. Les missionnaires au Japon, dit Mlle Davis, ne courent aucun danger d'être massacrés.

Mme Waller.

Presse Associée.

Washington, 9 août—Dans une dépêche au ministère d'Etat de Washington, le consul des Etats-Unis à Port Louis, île Maurice, annonce qu'il enverra Mme Waller, femme de l'ex-consul à Madagascar, avec ses quatre enfants, à Paris, par le steamer partant le vingt courant.

Curieux désappointés.

Presse Associée.

Londres, 9 août — Une foule de gens du monde se trouvait ce matin à la cour du Banc de la Reine, à la Haute Cour de Justice, dans l'espoir d'entendre des détails intéressants pendant le second jour du procès en dommages intenté par Mme Jacoby à la comtesse douairière Cowley, que la plaignante accusait de l'avoir calomniée en la déclarant l'auteur des lettres anonymes et obscènes envoyées à diverses personnes.

Mais la foule des curieux a été désappointée, car la cour a annoncé que l'affaire avait été réglée à l'amiable, et que les deux parties étaient d'accord pour retirer les allégations faites.

Carlistes et Républicains.

Presse Associée.

Madrid, 9 août—A une réunion des députés carlistes et républicains, ceux qui étaient présents ont engagé les deux partis à s'opposer au paiement de la réclamation Mora

Il a été résolu, de plus, d'envoyer une pétition à la reine régente, pour protester contre la décision du gouvernement. Si ces démarches ne sont pas suffisantes pour empêcher le paiement de la réclamation, les députés adresseront un manifeste à la nation.

Nouvelles Américaines.

Les funérailles du juge Jackson.

Presse Associée.

Nashville, Tennessee, 9 août.—Les funérailles du juge Jackson, de la Cour Suprême des Etats-Unis, ont été fixées à lundi prochain à dix heures et demie. On avait d'abord l'intention de choisir dimanche, mais on a décidé d'attendre à lundi pour permettre au président-juge Fuller et autres membres de la Cour Suprême d'arriver en temps voulu à Nashville.

Le Successeur du juge Jackson.

Presse Associée.

Washington, 9 août—On discute beaucoup à propos de celui que choisira le Président Cleveland pour succéder au juge Jackson, mais à part la mention de noms, il n'y a rien de précis jusqu'à présent.

L'opinion générale est que la nomination ne sera pas faite avant la réunion du Congrès, car c'est une place de trop haute importance et exigeant trop de dignité pour y nommer quelqu'un et courir les chances d'un refus de sanction par le Sénat.

Dans l'histoire récente du pays il n'y a pas d'exemple d'une nomination à la Cour Suprême pendant les vacances du Congrès.

On prétend que le choix semble devoir être fait dans l'est, probablement à New York, attendu que le Président a choisi le dernier juge nommé, le juge White, dans le Sud, après le rejet par le Sénat de MM. Peckham et Hornblower, de New York.

Quand la maladie sérieuse du juge Jackson a été annoncée, le printemps dernier, le nom de M. Bissell a été mentionné dans le cabinet comme le successeur probable. La même suggestion est faite en ce moment.

Comme c'est l'habitude quand une place importante est vacante, le secrétaire Carlisle est mis en avant, mais l'opinion générale est que M. Cleveland ne choisira pas dans son cabinet, et s'il le faisait, il semble qu'il considérerait plutôt les noms de MM. Wilson ou Smith.

Le nom du représentant Josiah Patterson, du Tennessee, sera probablement porté à l'attention du Président, car il est du même Etat que le défunt juge, et est connu comme un des plus loyaux amis de M. Cleveland.

Les noms de Don M. Dickinson et de l'avocat-général Holmes Conrad sont aussi mentionnés.

LA PRIME.

Le Sénateur Don Caffery.

Presse Associée.

Washington, 8 août—Le sénateur Don Caffery a pris la parole quand l'audition des plaidoiries en faveur de la prime a été reprise aujourd'hui.

Il a commencé par mettre brièvement en évidence la position prise par le Contrôleur du Trésor, M. Bowler, que celui-ci déclare basée sur sa conviction de l'inconstitutionnalité de la loi.

M. Caffery a ensuite posé les points suivants;

1. Le pouvoir judiciaire, d'après la Constitution, réside dans le département de la justice, et là seulement.

2. Si un pouvoir judiciaire appartient à un autre département, il ne peut y appartenir que par concession expresse et constitutionnelle; et s'il appartient à l'exécutif, il appartient à son chef et non à ses subordonnés.

3. En admettant, comme argument, que la loi accordant la prime soit inconstitutionnelle, elle ne l'est pas assez clairement pour permettre, même à une cour, de l'interpréter dans ce sens, à plus forte raison à un fonctionnaire ministériel. Elle n'est pas inconstitutionnelle *prima facie*.

4. Même en concédant l'inconstitutionnalité de la loi, le Congrès a le pouvoir de faire des appropriations, et spécialement dans le cas présent, quand l'argent est approprié dans le but de compenser un préjudice causé par le Congrès lui-même.

L'orateur a développé ces points dans un discours consacré presque exclusivement à la constitutionnalité de la loi de la prime.

Recueillis.

Presse Associée.

New York, 9 août—Le steamer hollandais La Campine, affecté au transport du pétrole, arrivé ce matin d'Anvers à New York, a recueilli sur les bancs de Terre Neuve, le 4 août, deux pêcheurs entraînés à la dérive dans leur bateau.

Le capitaine Marks rapporte que des cris ont été entendus du pont. La direction du navire a été changée et il a aussitôt rencontré un petit bateau-pêcheur dans lequel se trouvaient deux hommes. Ils ont été immédiatement installés à bord du navire, entièrement épuisés, entraînés la dérive depuis 46 heures sans nourriture et sans eau.

Ils ont donné les noms de Alois Jean Muri et de Célestin Dragon. Ils ont quitté leur navire, le schooner Perveuche, de St-Pierre Miquelon le 2 août pour relever leurs filets. Un brouillard épais s'est étendu peu après leur départ et ils n'ont pu regagner le navire. Ils ont été, comme il est dit plus haut, entraînés à la dérive pendant plus de quarante-six heures, souffrant énormément du manque de nourriture et d'eau.

L'aluminium dans la construction des navires.

Presse Associée.

Washington, 9 août—Les officiers de marine qui ont récemment examiné des échantillons d'aluminium soumis au contact de l'eau salée, déclarent que ce métal n'est pas propre à la construction des navires, car il s'écaille après avoir été plongé un certain temps dans l'eau salée.

Pêcheries en Danger.

Presse Associée.

Vancouver, Colombie Britannique, 9 août—Les derniers avis arrivés de l'embouchure de la Frazier annoncent que six pêcheurs manquent toujours, et comme ils n'ont pas été aperçus depuis trois jours, les plus grandes craintes règnent sur leur sort.

La catastrophe de New York.

Presse Associée.

New York, 9 août—Les ouvriers occupés à déblayer les ruines de la bâtisse écroulée à l'angle de Ouest-Broadway et de Ouest-Troisième, ont trouvé ce matin, à cinq heures et demie, un pied chaussé d'une bottine. C'est, dit-on, le pied qui manque au corps de Peterson retrouvé la nuit dernière.

Presqu'aussitôt les ouvriers ont découvert bottine arrachée de l'autre pied.

A six heures du matin, le quatrième cadavre a été mis à découvert. Il n'a pas encore été reconnu.

Assassinat politique.

Presse Associée.

Jackson, Mississipi, 9 août—L'honorable T. Dabney Marshall, de Vicksburg, membre de la législature de l'Etat, et candidat désigné au poste de Sénateur d'Etat, vient de tuer M. Dinkins, un politicien. L'assassinat a été commis à Brandon, à quinze milles à l'est de Jackson.

Au Pénitencier.

Presse Associée.

El Paso, Texas, 9 août — Richard Ware, marshall des Etats-Unis, est parti pour Brooklyn avec Victor L. Ochoa, le révolutionnaire mexicain qui est entré au Mexique en 1893 avec une petite bande de partisans, et a été condamné par la cour des Etats-Unis d'El Paso à vingt mois de pénitencier pour violation des lois de neutralité.

Ochoa a de nombreux partisans parmi les Mexicains de la frontière, et ses amis déclarent que le gouvernement du Mexique entendra parler de lui à l'expiration de sa peine.

Les Condoléances du Président.

Presse Associée.

Buzzards Bay, Mass, 9 août—Le président Cleveland a envoyé la dépêche de condoléances suivante à Mme Jackson:

Mme Howell E. Jackson, Nashville, Tennessee.—Je sympathise profondément avec vous dans la douleur cruelle que vous éprouvez. Je déplore la mort d'un ami dévoué, et la nation perd un juge sage et loyal, un citoyen utile et un honnête homme.

Signé: GROVER CLEVELAND.

Dans l'Ohio.

Presse Associée.

Columbus, Ohio, 9 août—En réponse à un ami intime du sénateur Brice, qui a dit que des 500 délégués à la Convention démocratique d'Etat élus, 400 sont opposés à la frappe libre de l'argent. M. Allen Thurman a dit aujourd'hui, au cours d'une interview, que 300 des 500 délégués sont partisans de l'argent et se proposent de choisir comme candidat au poste de gouverneur, James Kilbourne, de Columbus, et résolus à combattre jusqu'à la dernière extrémité pour la frappe libre. M. Kilbourne est un grand manufacturier et un partisan de la frappe libre.